



CONSENTEMENT À UNE VÉRIFICATION D'EMPÊCHEMENTS SECTEUR VULNÉRABLE

Note : Les sections 1 à 3 doivent être remplies en caractères d'imprimerie par le candidat

ANNEXE 5

1. IDENTIFICATION DE L'ORGANISATION OU DE L'EMPLOYEUR

Nom de l'organisation ou de l'employeur Association de soccer Montis (Sainte-Julie)	Téléphone
Personne ressource : Madame Cynthia Desrochers	450-922-7122
Adresse (numéro, rue, bureau, ville, village ou municipalité) 1580, chemin du Fer-à-Cheval Sainte-Julie Québec	Code postal J3E 2M1

2. IDENTIFICATION DU CANDIDAT

Identification du candidat à partir d'au moins deux pièces d'identité, dont une avec photo			
Numéro de permis de conduire	Identification de la pièce Numéro :	Identification de la pièce Numéro :	
Nom(s) (Si vous portez plus d'un nom de famille, veuillez inscrire vos noms dans leur ordre usuel)			
Prénom(s)	Date de naissance (aaaa-mm-jj)	Sexe M ☐ F ☐	
Utilisez-vous ou avez-vous utilisé un autre nom que votre nom actuel ou avez-vous changé de nom depuis votre naissance ? oui ☐ non ☐ Si oui, précisez : _____			
Adresse actuelle (numéro, rue, appartement, ville)		Code postal	
Adresse courriel		Adresse courriel secondaire	
☐ J'ai une adresse courriel et j'autorise un représentant du corps de police à transmettre toute correspondance ou renseignement me concernant à cette adresse.		☐ Je n'ai pas d'adresse courriel , mais j'autorise un représentant du corps de police à transmettre toute correspondance ou renseignement me concernant à cette adresse.	
Téléphone 1	Téléphone 2	Téléphone 3	
Adresses précédentes (quatre dernières années si différentes de l'adresse actuelle)			
1. _____			
2. _____			
3. _____			
4. _____			
SI LE CANDIDAT N'EST PAS UN CITOYEN CANADIEN, REMPLIR LA SECTION SUIVANTE : STATUT PERMANENT : ☐ STATUT TEMPORAIRE : ☐ DATE D'ARRIVÉE AU CANADA : _____			

3. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Spécifiez l'emploi, les fonctions à exercer ou les motifs au soutien de la présente requête	
IMPORTANT : ORGANISME SPORTIF - VEUILLEZ SPÉCIFIER RÉCRÉATIF - LOCAL ☒ Compétitif ☐	Il s'agit d'un emploi (Si applicable) Rémunéré ☐ Bénévole ☒
Spécifiez la clientèle visée.	

4. CONSENTEMENT À UNE ENQUÊTE SOCIALE

Je, soussigné(e), consens à ce qu'avant de demander une vérification de mes empêchements au corps de police, un représentant de l'organisation ou de l'employeur mène une enquête sociale. Cette enquête sociale consiste à effectuer des vérifications afin de s'assurer des bonnes mœurs et de ma réputation en utilisant l'ensemble des mesures et moyens permettant de vérifier et de valider la véracité et l'exactitude des références et des renseignements fournis.

Signature du candidat _____

_____ Date (aaaa-mm-jj)

5. ATTESTATION DE L'ORGANISME

Je soussigné(e) Audrée Claveau atteste m'être assuré(e) de l'identité du
Nom du responsable en caractère d'imprimerie

candidat au moyen de deux (2) pièces d'identité dont l'une de ces deux pièces d'identité était munie d'une photographie.

J'atteste également que les renseignements qui apparaissent sur les pièces correspondent à ceux inscrits dans le formulaire de consentement (page1 – IDENTIFICATION DU CANDIDAT).

J'atteste aussi m'être assuré(e) que les noms et les prénoms du candidat sont correctement épelés dans le présent formulaire et que la date de naissance qui y figure est exacte.

Signature

Date (aaaa-mm-jj)

6. CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION D'EMPÊCHEMENTS

Je soussigné(e) consens à ce qu'un représentant du corps de police :

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU-SAINT-LAURENT

situé au : **1578, Chemin du Fer-à-Cheval à Sainte-Julie (QC) J3E 0A2** TÉLÉPHONE : **(450) 922-7001**

vérifie mes empêchements, c'est-à-dire: toute déclaration de culpabilité ou toute mise en accusation encore pendante pour une infraction ou un acte criminel, de même que l'existence passée ou actuelle de tout comportement ou inconduite pouvant raisonnablement faire craindre que je puisse constituer un risque potentiel pour la sécurité physique ou morale des personnes vulnérables auprès de qui j'œuvre ou que je serai appelé à œuvrer. Sont également considérées comme des empêchements les infractions énumérées à l'annexe 2 de la *Loi sur le casier judiciaire* même si celles-ci ont fait l'objet d'une suspension du casier judiciaire. Je consens également à ce que le représentant du corps de police fasse les vérifications à partir des bases de données qui lui sont accessibles et transmette les résultats selon la procédure suivante : s'il y a **absence d'empêchements**, le représentant du corps de police transmet les résultats directement à l'organisation ou à l'employeur; s'il y a **présence d'empêchements**, les résultats me seront communiqués directement. Je serai invité(e) à me présenter au corps de police pour en prendre connaissance et pour me permettre d'être entendu(e) et, le cas échéant, de les faire modifier.

Dans le cadre de la vérification, j'autorise le corps de police à vérifier ou à utiliser les renseignements recueillis à mon sujet et à les communiquer, au besoin, à toute personne ou à tout organisme public ou privé ou à tout autre corps de police canadien dont l'assistance peut être nécessaire pour les valider ou les compléter. Au même titre, j'autorise toute personne, tout organisme public ou privé ou tout autre corps de police canadien à communiquer au corps de police tout renseignement personnel me concernant qu'ils jugeront utile de transmettre dans le cadre de ces vérifications.

Signature du candidat

Date (aaaa-mm-jj)

L'organisation est assujettie à la *Charte des droits et libertés de la personne* (RLRQ, chapitre C-12), notamment les articles 18.2 et 20 citées ci-dessous, ainsi qu'à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1) ou à la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* (RLRQ, chapitre P-39.1), et à la *Loi sur le casier judiciaire* (L.R.C. 1985, chapitre C-47).

18.2. « Culpabilité à une infraction Nul ne peut congédier, refuser d'embaucher ou autrement pénaliser dans le cadre de son emploi une personne du seul fait qu'elle a été déclarée coupable d'une infraction pénale ou criminelle, si cette infraction n'a aucun lien avec l'emploi ou si cette personne en a obtenu le pardon. » (Les termes « réhabilitation » et « pardon » ont été remplacés dans la *Loi sur le casier judiciaire* par l'expression « suspension du casier judiciaire ».)

20. « Distinction fondée sur aptitudes non discriminatoire Une distinction, exclusion ou préférence fondée sur les aptitudes ou qualités requises par un emploi, ou justifiée par le caractère charitable, philanthropique, religieux, politique ou éducatif d'une institution sans but lucratif ou qui est vouée exclusivement au bien-être d'un groupe ethnique est réputée non discriminatoire. »

Note : Le masculin est utilisé pour alléger le texte, et ce, sans préjudice pour la forme féminine.

1578, chemin du Fer-à-Cheval, Sainte-Julie (Québec) J3E 0A2
Téléphone : 450 922-7001 / Télécopieur : 450 922-7020